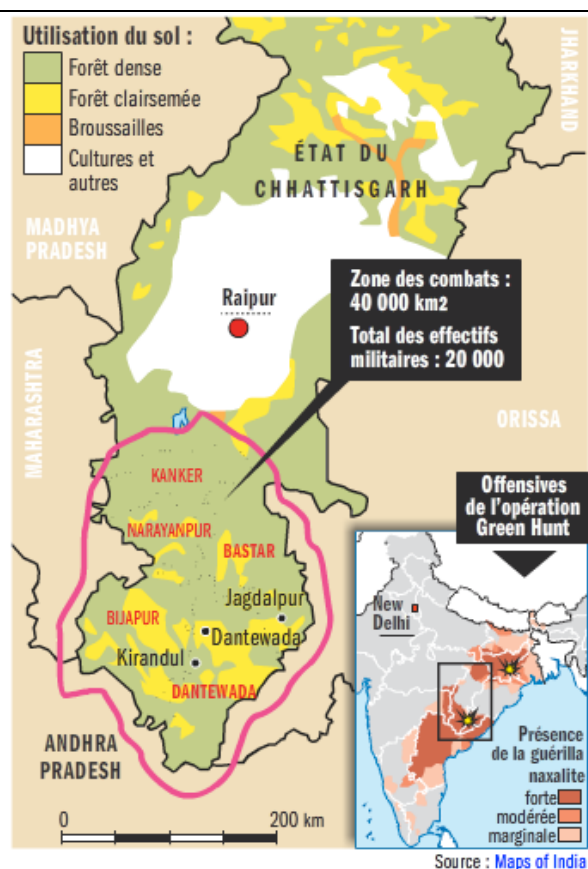


Feu sur les adivasis !

Les combats entre maoïstes et forces paramilitaires s'intensifient dans les forêts du sud du Chhattisgarh. Pour le plus grand malheur des populations tribales locales.

15.04.2010

Que se passe-t-il vraiment dans le sud de l'Etat du Chhattisgarh ? On sait depuis des années qu'il s'y livre une lutte acharnée entre les rebelles maoïstes [aussi appelés naxalites, du nom du village de Naxalbari, d'où partit l'insurrection, en 1967] et la Salwa Judum, la milice locale armée par les autorités régionales pour les combattre. Et que les populations villageoises, prises en étau, font les frais des offensives croisées qui ont lieu à un rythme de plus en plus soutenu dans les vastes forêts de la région



Si l'on en croit la police, 113 combattants naxalites et 116 villageois auraient été tués en 2009 (contre 66 et 143 l'année précédente). Officiellement, ces victimes "civiles" sont à imputer aux exactions des maoïstes. Mais les organisations citoyennes indiquent par ailleurs qu'une quarantaine de villageois (au nombre desquels on trouve évidemment des "sympathisants maoïstes" ou "maoïstes présumés", comme les dénomment le gouvernement) sont tués chaque semaine par les milices depuis le début

de l'opération Greenhunt [la "traque verte"], lancée à l'automne 2009 pour éradiquer la rébellion. [Voir "Les naxalites dans la ligne de mire", CI n° 990, du 22 octobre 2009.] Dernier épisode de cette guerre cachée, 75 paramilitaires ont été abattus le 6 avril dernier à l'occasion d'une embuscade tendue par une escouade maoïste. Face à cette situation de guerre civile, nous partons dans les districts reculés de Dantewada et de Bastar. Un endroit qui intéresse d'autant moins la presse nationale - et qui laisse relativement indifférente l'opinion publique indienne - qu'il est peuplé à 66 % de Gonds [un peuple adivasi, nom donné aux aborigènes d'Inde, qui représentent 6 % de la population du pays]. Nous nous rendons en avion à Raipur, la capitale de l'Etat du Chhattisgarh, en gardant à l'esprit - Tribhuvan, le photographe qui m'accompagne, et moi-même - le conseil que nous ont donné des militants des droits de l'homme : faites bien attention à l'hôtel dans lequel vous descendrez, car la plupart signalent les arrivées à la police locale - surtout quand il s'agit de journalistes. Par ailleurs, il vous sera très difficile d'entrer dans la zone de conflit du district de Bastar sans être suivis, harcelés et refoulés par les Special Police Officers [SPO, paramilitaires membres de la milice Salwa Judum]. Notre contact dans le district de Dan-tewada nous conseille de prendre le car couchettes plutôt que la voiture pour nous rendre dans la petite ville de Kirandul. Celle-ci abrite les mines de fer de Bailadila, exploitées par l'entreprise publique National Mineral Development Corporation.

Nous descendons du bus dans le demi-jour de l'aurore et attendons nos contacts. Trois heures, d'innombrables coups de fil et bien des tasses de thé plus tard, un motocycliste arrive. Nous filons à toute allure sur des routes désertes, à trois sur la même moto, jusqu'à une maison située à l'autre bout de la ville, afin d'y faire "un brin de toilette" avant notre première excursion dans la jungle. Trois heures plus tard, nous repartons - cette fois, sur trois motos, dieu merci - pour un endroit où des adivasis de Kuakonda ont été invités à nous rencontrer. Après avoir parcouru une trentaine de kilomètres à travers une jungle épaisse, nous mettons pied à terre. Il n'y a pas âme qui vive - seuls deux adolescents transportant des charpoy [lits en bois dont le sommier est fait de corde tressée] afin que nous puissions nous asseoir. Et puis, soudain, dans la clairière que dessine une plantation de jambons, ils apparaissent. Ils sont plus de 200, arrivant de différentes directions - ce sont les habitants des villages de Sameli, Bodepara, Khakaripara, Kutrem et Lekampara.

Le jan suwai [réunion publique] est convoqué spécialement pour nous. Je pose des questions, et les villageois s'avancent pour livrer leurs témoignages, dont la plupart sont liés aux événements du 23 janvier

2010, lorsqu'une opération de ratissage des SPO s'est soldée par l'exécution de plusieurs "maoïstes présumés" non armés. Les veuves sont les premières à s'approcher. Chacune a le regard plus vide que sa voisine, chacune porte un bébé posé à califourchon sur les hanches, et toutes, sauf Budri, prématurément vieillie, ont l'air d'adolescentes. D'une voix éteinte, elles livrent à tour de rôle le récit accablant d'un époux exécuté sommairement. Puis, c'est au tour de Hoorā, Deva et Mangli – des villageois qui dénoncent des vols de chèvres, de poulets et de riz qui ont été commis le jour même par les membres de la milice ; une pratique courante, apprend-on. L'histoire que sont venus raconter les habitants de Khakaripara n'est pas moins abominable : le 23 janvier, les SPO ont ouvert le feu sur un groupe d'adolescents qui se réchauffaient autour d'un feu de fortune, laissant derrière eux un mort et un blessé. Nous rencontrons l'adolescent touché, qui est parvenu à s'enfuir et à se cacher. Sans possibilité de consulter un médecin, il a dû s'en remettre pendant une semaine aux guérisseurs locaux. Ici, dans le district de Bastar, même les médicaments de base font défaut. Les décès liés au paludisme et aux diarrhées sont très courants, et la malnutrition infantile relève plus de la norme que de l'exception. Pour ces villageois, qui sont qualifiés de "maoïstes" par l'administration, cette réunion a des vertus cathartiques. Tribhuvan et moi-même sommes les premiers journalistes qu'ils rencontrent depuis le lancement de l'opération Greenhunt. Ils nous confient vouloir que le monde extérieur prenne connaissance de leur détresse et de ces violences qui tuent des dizaines de personnes chaque semaine. Nous nous rendons compte que la plupart des membres des sangham [associations villageoises créées par les maoïstes] ne sont pas des naxalites engagés comme les autorités indiennes aimeraient le faire croire au monde, mais plutôt des recrues malgré elles. "Nous sommes très redevables à H.", me confie une jeune femme en désignant un villageois vêtu d'une chemise et d'un sarong, le sempiternel transistor en bandoulière [qui permet à la guérilla de rester informée], "il est devenu membre du sangham pour protéger notre village des raids des SPO". La plupart des opérations de police visent ces associations villageoises : pas moins de 499 de leurs membres auraient été arrêtés en 2009, d'après les chiffres de la police. En revanche, le nombre de victimes civiles est difficile à évaluer, puisqu'elles sont comptabilisées comme des pertes [militaires] maoïstes.

Notre prochaine halte est un village où nous devons passer la nuit. Mais les élections du panchayat [conseil villageois] sont en cours et les "forces de l'ordre" cernent le village. Il est préférable de partir maintenant, nous conseillent nos hôtes, et de camper à Jagdalpur. Là, nous attendons un appel téléphonique. Celui-ci ne venant pas, nous nous aventurons vers le sud, vers la frontière avec l'Andhra Pradesh, en

voiture. Tous les villages que nous traversons sont déserts. [Selon les rapports de différentes ONG, dans le district de Bastar, 644 villages ont été vidés par la Salwa Judum depuis 2005. Leur processus de réhabilitation n'est toujours pas entamé, malgré un ordre de la Cour suprême.] Près de 200 000 villageois adivasis (selon les chiffres officiels) ont fui vers les Etats voisins – en particulier l'Andhra Pradesh, où ils sont également refoulés. Nous croisons de longs cortèges de femmes qui reviennent de l'Andhra Pradesh, où elles sont allées cueillir des piments. Combien ont-elles gagné ? En douze jours, chacune a récolté 850 roupies [13,50 euros], dont près de 150 [2,40 euros] ont servi à payer la nourriture et le long trajet en bus. Manifestement, malgré les grands panneaux plantés le long des routes principales pour signaler la présence des chantiers du NREGA [Projet national de garantie de l'emploi rural, qui garantit à chaque foyer cent jours de travail par an], l'emploi ne suit pas.

Partout où nous allons, nous apprenons que des villageois ont fui, les uns pour échapper aux raids de la Salwa Judum, les autres pour se soustraire à la colère maoïste. Dans le petit hameau de Gorgondarengapur, le sarpanch [chef du conseil de village] Markam Ganga nous fait voir ce qu'il reste de la maison de brique dans laquelle il a vécu jusqu'à ce que les miliciens assassinent son père et incendient sa maison. Markam Ganga se souviendra de 2005 comme l'année charnière au cours de laquelle la Salwa Judum a été créée. De jeunes adivasis ont été enrôlés dans les forces paramilitaires, que tout le monde appelle les SPO. Officiellement, ils doivent traquer les maoïstes, en réalité, ils servent à vider la forêt de ses habitants [afin de favoriser l'implantation des exploitations minières].

Le lendemain, nous reprenons le bus de Jagdalpur à Kirandul pour une dernière rencontre. Mais un coup de téléphone nous informe que le lieu de rendez-vous a changé. Nous nous retrouvons donc à 22 heures à la gare routière de Dantewada, déserte, en attendant la moto qui nous amènera à un village situé à un quart d'heure à peine de là, où nous passerons la nuit, avant de reprendre la route pour un autre village. Nos hôtes pour la nuit sont une famille exclusivement composée de femmes, dans le quartier "chic" du village, où il y a de l'électricité – et un poste de télévision. Nous passons la journée à écouter les comptes rendus des raids sanglants des SPO ou des dada log [les "oncles", surnom donné aux rebelles naxalites] et les panégyriques de Salman Khan – l'acteur de Bollywood. La télévision est allumée en permanence. "C'est pour notre santé mentale", nous dit-on.

Au fil de la journée, toutes sortes de gens défilent : des employées des Anganwadi [centres d'aide à la petite enfance] qui se désolent que les

céréales alimentaires n'arrivent plus et que les enfants dont elles ont la charge ne sont plus nourris correctement depuis des mois. Elles n'ont reçu aucun salaire. Un sarpanch d'un village reculé évoque la perfidie de la commission électorale : tous les bureaux de vote sont si éloignés des villages que rares sont les adivasis qui ont pu voter lors des élections du panchayat.

Le jour se lève enfin, et nous partons pour la dernière étape de notre périple à moto. Au tiers du parcours, nous retrouvons notre guide, un adolescent vêtu d'un sarong et d'une chemise, arborant un charmant sourire – nous apprendrons par la suite qu'il s'agit d'un bandookdhari, un maoïste. Nous voici arrivés dans une mangueraie. Deux heures passent, et nous nous retrouvons face à huit rebelles, vêtus de treillis et portant un AK-47, un AK-56, un fusil semi-automatique, un fusil d'assaut et toutes sortes de munitions. Badru est commandant de la zone tandis que Vinod et Deva sont membres du comité de Durba. Souriants, ils nous serrent la main et répondent à nos questions. Tandis que nous parlons, des villageois transportant du bois de chauffage et de l'eau passent à proximité, sans nous accorder autre chose qu'un regard rapide. Les maoïstes font manifestement partie de leur paysage quotidien. Badru assure l'entretien, consultant à l'occasion ses acolytes. L'entrevue terminée, les maoïstes rechignent à poser pour les photos. Finalement, ils laisseront Tribhuvan prendre quelques clichés, Badru tournant le dos à l'appareil. Vinod et Deva resteront en dehors du cadre.

Epuisés, nous reprenons le chemin de la civilisation, taraudés tout au long du trajet par une question : comment tout cela finira-t-il, si cela se termine un jour ? En août dernier, l'ex-ministre en chef de l'Etat du Chhattisgarh, Ajit Jogi, avait envoyé une missive énergique au ministre de l'Intérieur indien, P. Chidambaram, en lui disant avec insistance que si le développement ne s'accompagnait pas d'un retour de l'autorité, les villageois adivasis rejoindraient de plus en plus nombreux les rangs des naxalites. De leur côté, les adivasis considèrent que si le gouvernement attend d'avoir libéré la région des maoïstes avant d'y envoyer l'administration civile, "[ils seront] tous morts". A l'heure qu'il est, face à l'absence d'écoles, de structures médicales, d'un vrai processus politique, et face à l'inefficacité du système public de distribution, on ne s'étonne guère de voir que les maoïstes ont pris l'avantage.

Source : Courrier international n°1015